



Financement de l'audiovisuel public

Le combat continue

L'ensemble de la profession s'est mobilisée le 28 juin 2022 pour répondre à la déclaration de guerre d'Emmanuel Macron à l'audiovisuel public. La grève a été massivement suivie sur les antennes de FTV, Radio France et France Média Monde et à l'INA, la manifestation devant l'Assemblée Nationale à Paris a réuni près de 2000 personnes. Une mobilisation historique dont la Macronie devra tenir compte.

Démagogie électoraliste

En s'attaquant à la redevance sans avoir la moindre idée d'un système alternatif crédible pour la remplacer, le candidat à la présidence a cru judicieux de surfer sur l'impopularité de l'impôt mais personne n'est dupe de l'économie que cela représenterait concrètement pour les Français ni des conséquences pour nos entreprises.

Le financement sur le budget général de l'État est un piège. Comment garantir que le gouvernement n'ajustera pas le budget chaque année en fonction des priorités du moment ? Comment croire que l'indépendance de l'audiovisuel public sera préservée ? L'une des solutions pourrait être une redevance plus juste en la rendant proportionnelle aux ressources des foyers.

Faudra-t-il poursuivre et aggraver encore le train des économies lancé en 2008 avec l'annonce de la suppression de la pub sur les chaînes de France Télévisions ? Avec les conséquences qu'on imagine sur l'ambition et la qualité des programmes mis à l'antenne. Faudra-t-il concrétiser le projet de fusionner les antennes régionales de France 3 et les stations de France Bleu dans une filiale, avec les économies d'échelles et le moins disant social que les cabinets conseil ont probablement déjà dû chiffrer ?

L'audiovisuel public sur la sellette

Derrière cette foire aux (mauvaises) idées, l'orientation n'est-elle pas plus simplement le démantèlement pur et simple du service public audiovisuel ?

Emmanuel Macron ne se révèle-t-il pas avant tout un néo libéral dont le but évident serait de mettre la puissance de l'État au service d'intérêts particuliers, d'affaiblir le secteur public de l'audiovisuel et de confier tout ce qui peut l'être au secteur marchand, en favorisant, par un jeu de vases communicants, les intérêts de TF1/M6 ou de Bolloré et Drahi ?

Et pour légitimer cette politique, pour que l'alternative marchande devienne la solution, quoi de mieux que d'organiser le désordre dans nos entreprises, couper les ressources, dégrader les conditions de travail et nourrir la crise sociale ?

Énième restructuration ?

Le schéma est connu, c'est la même stratégie qui a conduit l'hôpital public dans l'état catastrophique où il se trouve. Sybille Veil, patronne de Radio France, a annoncé que si le financement de son entreprise n'était pas garanti, elle ne postulerait pas à sa reconduction au poste de PDG...

Delphine Ernotte sera-t-elle en reste ? Acceptera-t-elle d'accompagner le démantèlement du premier groupe public audiovisuel d'Europe ? Supportera-t-elle d'être dépassée sur sa gauche par une certaine Sybille Veil, ex-copine de promo d'Emmanuel Macron à l'ENA ? La question lui est dorénavant posée.

Paris, le 30 juin 2022



 [Signez la pétition](#)